

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AVRE LUCE ET MOREUIL



C.C.A.P.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
TECHNIQUES DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL
ALMEO A MOREUIL**

Appel d'offres ouvert

Passé en application de l'article 67 du décret relatif aux marchés publics

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
1.4 – SOUS-TRAITANCE.....	4
1.5 – FORME DU MARCHÉ	4
1.6 – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS	6
3.1 – CONDITIONS D’EXPLOITATION	6
3.2 – ETAT DES LIEUX.....	6
3.3 – INVENTAIRE.....	6
3.4 – CONDITIONS PARTICULIERES DE LA PRISE EN CHARGE.....	7
ARTICLE 4 : CONTRÔLE, VISITES LEGALES OU REGLEMENTAIRES.....	7
4.1 - LIVRETS DE SUIVI.....	7
4.2 - CONTROLE DES TEMPERATURES ET DE L’HYGROMETRIE	7
4.3 - CONTROLE PAR UN TIERS	8
4.4 - PERSONNEL D'ASTREINTE	8
4.5 – COMPTE-RENDUS	8
ARTICLE 5 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 6 : SUBROGATION	10
ARTICLE 7 : INFORMATION SUR LA MODIFICATION DES STATUTS	10
ARTICLE 8 – EXPLOITATION (OBLIGATIONS ET EXECUTION).....	10
8.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
8.1.1 - NATURE DES OBLIGATIONS	10
8.1.2 - CONTENU DES OBLIGATIONS	10
8.1.3 - ARRÊTS D’URGENCE	11
8.2 – OBLIGATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE	11
8.3 – DELAI D’EXECUTION	11
8.3.1 - DUREE D’EXERCICE.....	11
8.3.2 - SAISON DE CHAUFFE.....	11
ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	11
9.1 – PRIX DU MARCHÉ	11
9.2 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
9.3 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	12
9.3.1 - FACTURATION	12
9.3.2 - DELAI DE PAIEMENT.....	12
9.3.3 - REPARTITION DES PAIEMENTS	12
9.3.4 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	12
9.4 – CONTENU DU PRIX ET VARIATION	13
ARTICLE 10 – SANCTIONS ET GARANTIES.....	14
10.1 - LES PENALITES – SANCTIONS PECUNIAIRES	14
10.2 - LA MISE EN REGIE - SANCTION COERCITIVE	15
10.3 - LA RESILIATION - SANCTION RESOLUTOIRE	16
10.3.1 - RESILIATION DU MARCHÉ PAR LA PERSONNE PUBLIQUE	16
10.3.2 - REGLEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION DES BIENS	16
10.3.3 - RESILIATION SUR DEMANDE DE L’EXPLOITANT - CAS DE FORCE MAJEURE	16
10.3.4 - RESILIATION AUX TORTS DE L’EXPLOITANT.....	16

10.3.5 - DATE D'EFFET DE LA RESILIATION	17
10.3.6 - CALCUL DE L'INDEMNITE EVENTUELLE DE RESILIATION	17
ARTICLE 11 - DISPOSITION A PRENDRE EN FIN DE MARCHE	17
ARTICLE 12 – RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT	18
ARTICLE 13 – AVANCE	18
ARTICLE 14 - CLAUSE DE SAUVEGARDE	18
ARTICLE 15 : FORCE MAJEURE.....	18
ARTICLE 16 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
16.1 - CESSION D'ACTIVITES	19
16.2 - ERREURS – OMMISSIONS ET CONTESTATIONS - LITIGES	19
16.3 – DROIT ET LANGUE.....	19
16.4 – DEROGATIONS AU CCAG	19

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Régie de gestion d'Alméo – Parc des sports – Rue Maurice Garin – 80110 MOREUIL
Tél : 03.22.09.04.90 Fax : 03.22.09.04.89 Site internet : www.almeo.fr

1.1 - OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exploitation des installations du Centre Aquatique :

- La fourniture des fluides,
- L'exploitation des installations de génie climatique, et de traitement des eaux.
- La fourniture, la maintenance et l'exploitation de l'ensemble des installations liées à la production du chauffage, de l'eau et de l'eau chaude sanitaire, de l'électricité y compris la distribution.
- La maintenance et l'exploitation de l'ensemble des centrales d'air et V.M.C.
- La maintenance et l'exploitation de l'ensemble des installations de plomberie, de chauffage,
- La gestion des défauts, ainsi que le traitement de l'information des alarmes et télésurveillances
- La maintenance et l'exploitation de l'ensemble des installations liées au traitement de l'eau et la filtration
- La maintenance et l'exploitation de l'ensemble des installations des équipements : saunas, hammam, jacuzzi
- La garantie totale des installations techniques (P3)

du Centre Aquatique intercommunal Alméo à Moreuil.

Les prestations du marché réalisées concernent :

- La fourniture des fluides (Chauffage – Eau et traitement d'eau – Electricité) : P1
- La conduite et l'entretien courant des installations techniques (Installations techniques de production de chaleur, de traitement d'eau, de production d'eau chaude sanitaire, de chauffage statique et dynamique émetteurs compris...) : P2
- La garantie totale des équipements (renouvellement et modernisation) : P3
Préalablement, le Titulaire s'engage à fournir un devis détaillé (quantité, pris, délais d'exécution) ainsi qu'un programme d'exécution du projet complet (schémas, plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calcul et études de détails), l'avis si nécessaire d'un bureau de contrôle et/ou de la commission de sécurité.
La garantie totale P3 est transparente et capitalisable. Le Titulaire fournira à chaque date anniversaire du contrat un état détaillé du P3 (Travaux et coûts)

Le lieu d'exécution du marché :

Centre Aquatique ALMEO – Parc des Sports – Rue Maurice Garin 80110 MOREUIL

1.2 - DECOMPOSITION DU MARCHE

Il n'est pas prévu de découpage, ni en tranches, ni en lots.

1.3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Appel d'offres ouvert

1.4 – SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrémenter par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 2-3 du CCAG FCS.

1.5 – FORME DU MARCHE

Il sera conclu un marché unique pour l'ensemble des prestations objet de la présente consultation avec une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Le marché sera de type : **Marché Forfaitaire (MF)**.

Le montant afférent à la consommation des fluides est évalué à prix forfaitaire et les prestations de conduite, d'entretien courant, et de gros entretien font l'objet d'un règlement forfaitaire.

Les fluides nécessaires à la réalisation de ses obligations contractuelles sont à la charge du Titulaire. Les abonnements nécessaires et la TICGN sont inclus.

1.6 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est établi pour une durée de 1an.

Sa prise d'effet est fixée à compter de la date spécifiée dans l'ordre de service envoyé par la Régie de gestion d'Alméo au Titulaire du marché lui prescrivant de commencer ses prestations.

Il est précisé que le marché peut être reconduit pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué des documents énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - offre du Titulaire
 - désignation de sous-traitants
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accompagné de ses annexes,

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour d'établissement des prix soit à la date de notification du marché et plus particulièrement :

- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des installations (décret N°87.966 du 26 novembre 1987, brochure 2008 des J.O, ou modifié le cas échéant à la date de notification)
- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) et documents annexes applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec garantie totale (circulaire n°C.3.83 approuvé le 10 février 1983, brochure 5602 des J.O ou modifié le cas échéant à la date de notification)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services passés par les collectivités locales et leurs établissements publics, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 et publié au journal officiel du 19 mars 2009.
- les normes AFNOR ou leurs équivalences européennes
- les cahiers des charges et Documents Techniques Unifiés (DTU) établis par le CSTB
- la Règlementation Incendie applicables aux ERP
- le Code du Travail
- Le décret relatif aux marchés publics.

Ces pièces que le PRESTATAIRE déclare connaître parfaitement, sont contractuelles, bien que matériellement non jointes au marché. Les parties contractantes s'engagent à s'y conformer, sauf stipulations contraires légales des C.C.T.P. et C.C.A.P.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de l'installation, le titulaire s'engage à se conformer notamment aux prescriptions des documents suivants dont l'énumération n'est pas limitative :

- Textes sur l'utilisation des énergies
- Sur le fonctionnement et le contrôle des équipements de production de chaleur, de traitement d'eau et de filtration.
- Sur le rejet des eaux usées.

Textes portant sur la réglementation

- Sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes
- Sur la protection contre les risques d'incendie, sur les mesures préventives et les secours contre l'incendie
- Sur le stockage et l'emploi des liquides inflammables
- Les règlements sanitaires
- La réglementation du travail

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Le titulaire devra informer la personne publique de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux prestations définies dans le présent marché durant toute la durée du marché.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées bien connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

3.1 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

Le présent marché est établi pour une durée initiale de 1 an.

Les installations comprennent la totalité des installations de chauffage, ventilation, production d'ECS, filtration, traitement des eaux, électricité, plomberie, installations saunas, hammam, jacuzzi...

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations, apprécié toute difficulté inhérente au site, aux existants, aux moyens de communication... et s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès de la personne publique.

Les caractéristiques de ces installations sont données en annexe 1 du CCTP joint au présent document.

3.2 – ETAT DES LIEUX

Avant la prise d'effet du contrat, il sera procédé contradictoirement à un état des lieux portant sur l'état des locaux et des équipements.

En aucun cas, cet état des lieux ne pourra être utilisé pour remettre en cause les conditions de prix consenties à l'appel d'offres.

En fin de contrat, quelle que soit la cause de la rupture du contrat (anticipée ou à terme), un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des installations sera établi par les deux parties conformément à l'article 12 du présent CCAP.

3.3 – INVENTAIRE

Une liste de matériel non exhaustive figure en annexe du CCTP.

Elle doit servir de base à l'élaboration d'un inventaire quantitatif et qualitatif des installations et matériels confiés à l'Exploitant. Celui-ci disposera d'un délai de deux mois à compter de la réception pour y apporter d'éventuelles corrections.

Cet inventaire sera annexé au présent CCAP, il représentera la composition détaillée des installations confiées. Il devra être mis à jour par l'Exploitant et remis en fin d'exercice annuel à la Personne publique, soit au plus tard le 31 décembre de chaque année. A défaut il sera appliqué les pénalités forfaitaires pour non remise de documents prévues à l'article 11.1.5 du CCAP.

Le Titulaire ne pourra ainsi faire valoir quelques oublis que ce soit, concernant la prise en charge du matériel lors de la réalisation de ses prestations.

3.4 – CONDITIONS PARTICULIERES DE LA PRISE EN CHARGE

Le procès-verbal de prise en charge des installations devra préciser notamment le relevé de tous les compteurs (eau, gaz, électricité) afin de permettre d'effectuer le point de départ de prise en charge. Ce procès-verbal sera établi avec visa du Client et du gestionnaire du réseau et de distribution de l'eau..

ARTICLE 4 : CONTRÔLE, VISITES LEGALES OU REGLEMENTAIRES

Les visites et contrôles en vigueur à la date du marché prévu à l'article, 4.1.9 du CCTG, ainsi que les dispositions prises en vue de leur exécution resteront à la charge du Titulaire. Ces visites et contrôles seront effectués par un organisme agréé par le Ministre de l'Industrie et de la Recherche. Il appartiendra au Titulaire d'informer à l'avance la collectivité des périodes et des modalités de ces visites et contrôles. Le Titulaire devra transmettre à la collectivité dans un délai de un mois après la visite, la copie des rapports de l'organisme de contrôle.

CONTRÔLE D'EXPLOITATION

4.1 - LIVRETS DE SUIVI

Le Titulaire tiendra à jour un livret de suivi par local technique. Ces documents seront laissés en permanence et accessibles immédiatement dans le local intéressé.

Ce livret sera conforme à l'esprit de l'article 25 de l'arrêté du 20.06.75 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques, en vue de réduire la pollution et d'économiser de l'énergie.

Le Titulaire portera sur le carnet : relevés de passages, accidents ou incidents rencontrés etc.

Le Titulaire tiendra également à jour un livret relatif au suivi des appareils de traitement des eaux, des filtrations des eaux de bassins, contenant les résultats des analyses.

Le Titulaire aura l'obligation de rendre compte à la Régie de gestion d'Alméo de l'intervention relativement au délai de réparation et à la cause de l'interruption du service

Les livrets de suivi et ses annexes devront impérativement être archivés par le Titulaire et tenus à la disposition de la collectivité pendant la durée du contrat.

4.2 - CONTROLE DES TEMPERATURES ET DE L'HYGROMETRIE

Le Titulaire fournira le journal au fil de l'eau via la GTC avec température de l'eau dans chaque bassin et température et hygrométrie du hall bassin.

Ces enregistreurs pourront servir de référence aux pénalités prévues au présent CCAP. (article 11). Pendant toute la durée de la saison de chauffe, le Titulaire remettra l'original de ces bandes à la Personne publique, à la demande de cette dernière. Elles comporteront les indications des dates, heures de mise en service et d'arrêt.

4.3 - CONTROLE PAR UN TIERS

La Personne publique pourra, par ailleurs, à tout moment, faire procéder par son personnel ou par un organisme habilité à toutes vérifications et à tous contrôles des installations sans pour autant dégager la responsabilité du Titulaire qui demeure pleine et entière. Les frais engagés pour l'exécution de ces contrôles supplémentaires seront à la charge du Titulaire s'ils démontrent une mauvaise conduite des installations ou le non-respect de la réglementation et à la charge de la Personne publique dans le cas contraire.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prêter son concours pour que la personne publique ou son représentant accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents nécessaires.

4.4 - PERSONNEL D'ASTREINTE

Des astreintes avec adresse, numéro de téléphone du personnel d'astreinte, seront fournies par le Titulaire à la Personne publique. Avec chaque rapport mensuel (article 4.5 ci-après) le Titulaire enverra le planning définitif d'astreinte pour le mois suivant.

Le personnel d'astreinte sera constitué exclusivement de personnes ayant une parfaite connaissance des installations.

Le personnel d'astreinte aura l'obligation de rendre compte à la Régie de gestion d'Alméo de l'intervention: délai de la réparation et cause de l'interruption du service.

4.5 – COMPTE-RENDUS

a) Compte rendu mensuel d'information

Le Titulaire fournira chaque mois à la Personne publique une synthèse qui regroupera :

- les bandes d'enregistrement de température et d'hygrométrie réalisées dans le mois, demandées par la Personne publique
- les anomalies ou incidents constatés
- les décalages d'entretien préventif pouvant être constatés.
- les interventions réalisées
- les travaux ou coupures à envisager
- la liste du personnel d'astreinte

b) Rapport de visite et réunions semestrielles

Toute visite d'entretien préventif et toute intervention de dépannage feront l'objet de la rédaction d'une fiche de travail sur laquelle sera précisée la date de la visite ou de l'intervention, sa durée, la nature et le résultat de toutes les prestations et travaux effectués, la liste des pièces et organes remplacés ainsi que les observations éventuelles du technicien du Titulaire sur le fonctionnement des équipements.

Ces fiches de travail seront communiquées à la Personne publique la Régie de gestion d'Alméo de façon systématique avec le compte-rendu mensuel.

Une réunion semestrielle aura lieu en présence des représentants de la Régie de gestion d'Alméo afin d'évoquer les problèmes techniques rencontrés et d'étudier les améliorations à apporter pour la qualité du service rendu, ainsi que des installations et matériels visés dans le présent marché.

Pour la préparation de chaque réunion semestrielle, le Titulaire remettra préalablement à la Régie de gestion d'Alméo, un compte-rendu de synthèse des opérations qu'il a effectuées, et des difficultés rencontrées.

c) Rapport annuel d'activité

Le Titulaire établira à l'issue de chaque exercice, et, au plus tard deux mois après la fin de l'exercice, un rapport annuel qui précisera :

- la consommation constatée pour les fluides (eau + produits de traitement d'eau, gaz, électricité)
- la liste des matériels remplacés (hors consommables)
- la liste des travaux préventifs à envisager lors du prochain exercice
- un mémoire des périodes d'indisponibilité des équipements par nature
- tout autre renseignement qui pourrait être réclamé par la personne publique
- tableaux de bord + ratios
- le bilan de facturation de l'exercice

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU TITULAIRE

a) Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire ainsi que les sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont Titulaires :

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.3 et 2270 du code civil.
- d'une assurance couvrant la responsabilité civile en exploitation.

Le Titulaire sera assuré au minimum pour un montant de 30 millions d'Euros.

Ce seuil ne constitue en aucun cas un plafond de responsabilité pour le Titulaire dont la responsabilité demeure pleine et entière. Aucun règlement ne peut avoir lieu sans les attestations des compagnies d'assurances intéressées certifiant que le Titulaire (et /ou son sous-traitant) à régler toutes les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus, ainsi que les frais de contrôle qui éventuellement lui incombent.

b) Le Titulaire fournira également des attestations d'assurances complémentaires qu'il a souscrites, notamment :

- les risques d'incendie, d'explosion, d'inondation, de gel, de vol,
- les risques dus aux dégagements de gaz nocifs et feux de cheminées,
- les risques de dégâts causés aux installations, aux bâtiments les contenant et aux personnes par l'eau, la vapeur, les fumées provenant de ces installations,
- les risques de responsabilité civile notamment : accidents, incendies, explosion, vols, dégât des eaux,
- les risques de catastrophes naturelles.
- les risques bris de machine
- etc.

c) Chaque année, avant le début du nouvel exercice, le Titulaire fournira à la Personne publique les attestations d'assurances annuelles, délivrées par les compagnies d'assurances.

d) Dans ces conditions, la Personne publique renonce à tous recours contre le Titulaire pour des sommes supérieures au plafond des garanties de la police d'assurance responsabilité civile et s'engage à obtenir cette même renonciation à recours de la part de ses assureurs.

- e) D'autre part, et sans préjudice de ce qui a été énoncé précédemment, la responsabilité du Titulaire ne pourra être recherchée pour toute cause étrangère, telle que définie ci-après, le mettant dans l'impossibilité d'exécuter ses propres engagements dans les conditions prévues au marché notamment tous cas de force majeure (article 16 du CCAP).

ARTICLE 6 : SUBROGATION

Le Titulaire est subrogé dans les droits et actions de la Personne publique pour exercer tout recours contre les tiers, constructeurs fournisseurs et fabricants de matériels, à l'occasion des dommages pris en charge par lui-même ou par ses assureurs.

ARTICLE 7 : INFORMATION SUR LA MODIFICATION DES STATUTS

L'exploitant certifie qu'il est en règle vis à vis des lois fiscales et sociales et s'engage en outre :

- à communiquer à la personne publique dès qu'elles se produisent toutes modifications dans la répartition de son capital social, dès lors qu'elles aboutissent à un changement dans le contrôle par le capital ou la direction,
- à informer la personne publique dès qu'elles se produisent de toutes modifications dans son statut (notamment la forme juridique), le montant du capital, l'objet social, toute cession totale ou partielle d'activités, de même qu'en cas de dépôt de bilan ou de mise en règlement judiciaire. Le présent contrat sera résilié de plein droit sans que l'exploitant puisse prétendre à une quelconque indemnité en cas d'inobservation de cette clause.

ARTICLE 8 – EXPLOITATION (obligations et exécution)

8.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1.1 - NATURE DES OBLIGATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché ; les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

Le marché est un marché complet comportant à la fois des obligations de résultats et de mise en oeuvre de moyens.

Le Titulaire s'engage en effet, non seulement à atteindre certains résultats définis au marché, par exemple à maintenir les locaux, l'eau ou l'air à une température et une hygrométrie déterminée, garantir et maintenir la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, garantir la continuité du service, garantir l'accessibilité de l'équipement, garantir la qualité de l'air et de l'eau, mais également à respecter les règles de conduite, notamment au sens de la réglementation, c'est-à-dire à mettre en oeuvre les moyens à accomplir certaines prestations dont la liste est donnée au marché et qui constituent en eux-mêmes des résultats sur lesquels la Personne publique est en droit de compter et dont elle peut contrôler l'application.

Le Titulaire étant responsable de l'exploitation, c'est sur lui que pèsera la charge de la preuve en cas d'incident survenant dans le fonctionnement des installations ou de dommages occasionnés tant aux personnes qu'aux biens.

8.1.2 - CONTENU DES OBLIGATIONS

Les obligations du Titulaire concernant les prestations ci-après sont indiquées dans l'article 2.3 du CCTP.

- a) Fourniture des fluides (eau + produits de traitement d'eau, gaz, électricité) (P1)
- b) Prestations (P2) : maintenance des installations
- c) Garantir totale des installations

8.1.3 - ARRÊTS D'URGENCE

- Exécution des travaux d'entretien et de mise au repos de chauffage

Aucune opération de mise en repos du matériel ne pourra être entreprise avant les périodes d'arrêt technique sauf en cas d'accord préalable de la Personne publique.

Les travaux de petit entretien exécutés durant la saison de chauffage ne devront en aucun cas apporter de perturbations sur les conditions de chauffage.

- Eau chaude sanitaire

Le Titulaire peut interrompre cette fourniture au cours de la saison de chauffe, pour travaux manuels d'entretien pendant une durée totale de quatre jours au maximum répartis par période de moins de quarante-huit heures consécutives, elles-mêmes séparées de cinq jours au maximum. Les dates d'interruption sont, sauf incidents imprévisibles, fixées en accord avec la Personne publique,

8.2 – OBLIGATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

La Personne publique prendra à sa charge la réparation et le renouvellement des installations techniques non couvertes par les prestations prévues.

8.3 – DELAI D'EXECUTION

8.3.1 - DUREE D'EXERCICE

L'exercice annuel est défini comme la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre.

Cette date est sans rapport avec la date de prise d'effet du marché.

8.3.2 - SAISON DE CHAUFFE

Il n'y a pas d'interruption du chauffage.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Avant la signature du marché, le Titulaire est réputé avoir pris connaissance, complète et entière des locaux et des caractéristiques des installations qu'il s'engage à entretenir.

9.1 – PRIX DU MARCHE

Le prix est global et forfaitaire, en euro, et comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (y compris TICGN)

Le montant dû au Titulaire correspond au prix annuel défini dans l'acte d'engagement, considéré comme définitif.

Sauf application de la révision prévue à l'article 10.4, le prix intègre toutes les évolutions des charges du service pour le Titulaire.

Aucun complément de rémunération ne pourra être la conséquence d'une telle situation.

Le Titulaire établit, sous sa responsabilité, compte tenu du contexte général connu et prévisible à la date de signature du présent marché, une offre intégrant l'ensemble des coûts directs et indirects inhérents à l'exécution du marché.

9.2 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 8.1 CCAG – FCS.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Monsieur le Président
Régie de gestion d'Alméo
Parc des sports – rue Maurice Garin
80110 Moreuil

Toutes les factures seront accompagnées des notes de calcul et indices justificatifs nécessaires.

9.3 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

9.3.1 - FACTURATION

a) Poste P1 : fluides

- P1/1 : gaz naturel
- P1/2 : électricité
- P1/3 : eau
- P1/4 : produits de traitement

c) Poste P2 : maintenance des installations

d) Poste P3 : Garantie totale des installations

Pour ces différents postes, les factures seront établies mensuellement à terme échu. Chaque facture correspond au douzième des forfaits annuels.

9.3.2 - DELAI DE PAIEMENT

Le paiement des mémoires se fait dans le respect des règles de la comptabilité publique, soit un délai de paiement de 30 jours à compter de la date de réception dans les services de la personne publique.

Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires correspondants seront versés au taux légal.

9.3.3 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire, ses co-traitants et ses sous-traitants.

9.3.4 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Un acte spécial est dressé. Un modèle est joint à l'acte d'engagement.

Conformément aux articles 112 à 117 du Code des Marchés publics, les sous-traitants pourront être payés directement par la personne publique. Le Titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, le Titulaire devra assurer la coordination avec les sous-traitants. Il restera le seul responsable de la bonne exécution des prestations.

Toute modification de la sous-traitance devra être soumise pour accord à la personne publique par lettre recommandée avec accusé de réception, le projet de contrat de sous-traitance indiquant :

- la nature et le montant des prestations dont la sous-traitance est envisagée,

- le nom, la raison ou la dénomination sociale ainsi que l'adresse du sous-traitant proposé,

En cas de non-respect de cette clause, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4.1 du présent document et éventuellement à l'article 4.3. sur la résiliation.

9.4 – CONTENU DU PRIX

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base du devis quantitatif estimatif annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

VARIATION DES PRIX

A) POUR LE MARCHE DE FOURNITURE

Les prix sont fermes la première année. Ils pourront être actualisés en cas de reconduction, en fonction d'une référence du fournisseur à partir de laquelle on procède à l'ajustement du prix de la prestation.

Le titulaire du marché s'engage à transmettre par courrier recommandé à la régie son nouveau tarif ou barème avec un préavis de **4 mois minimum avant la date prévue de cette échéance**.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire discuteront de l'adéquation des nouveaux tarifs à appliquer avec les prestations liées au marché.

Ainsi, pendant la durée totale du contrat, les deux parties travaillent dans la perspective d'une démarche d'optimisation continue tout en restant dans une relation contractuelle économiquement équilibrée et durable.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans réelle justification des nouveaux prix à appliquer.

B) Pour le marché de maintenance,

Les prix de la maintenance sont révisables dans les conditions fixées ci-dessous.

Les prix sont fermes la première année puis pourront être révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire du marché à la demande du titulaire adressée par courrier recommandé à la régie. Le courrier précisera la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix (Cette date ne pourra être antérieure à la date de réception du courrier), en application de la formule suivante :

$$P = Po (0,15 + 0,55 S/So + 0,30 IP/IPo)$$

dans laquelle :

P = prix de règlement nouveau

Po = Prix aux conditions initiales du marché

S et So = Coût de la main d'oeuvre – ICHTrev – TS -Indices du coût du travail – Tous salariés:industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE.

IP et IPo = Production de l'industrie pour le marché français (1570087)

So et IPo représentent les indices à la date d'établissement des prix

S et IP représentent les indices à la date de révision des prix.

Clause de sauvegarde

Par dérogation au chapitre 6 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque le changement de tarif fait apparaître une augmentation de **plus de 2 % par an**.

La date d'effet de cette résiliation sera alors celle du changement de tarif en cause.

ARTICLE 10 – SANCTIONS ET GARANTIES

10.1 - LES PENALITES – SANCTIONS PECUNIAIRES

Dans les cas énumérés ci-après, à défaut par le Titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent CCAP et le CCTP, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

Les pénalités seront prononcées au profit de la Personne publique et celles-ci seront appliquées en totalité même si elles concernent des insuffisances qui affectent seulement une faible partie des bâtiments concernés.

Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités suivantes sont applicables :

Défaut constaté	Par unité constatée par la Régie de gestion	Montant HT
Non respect d'une réglementation en vigueur	Par constat	500 €
Absence de la présence d'un technicien article 2.3 du CCTP	Par constat journalier	1500 €
<u>Non présentation de documents :</u> <ul style="list-style-type: none"> - attestation assurance - déclaration de sous traitance - modification de statut - bilan annuel - mise à jour du cahier d'exploitation - mise à jour du cahier sanitaire - Mise à jour des données de GTC - Mise à jour de l'inventaire du matériel - liste de travaux programmables 	Par constat	200 € 200 € 200 € 500€ 150 € 150 € 150 € 300 € 150 €
Insuffisance ou excès de la Température ambiante article 6.1 du CCTP écart 2°C au moins pendant 24h ou plus interruption partielle de chauffage >2h et <24h interruption partielle de chauffage > 24h	Par jour Par période Par jour	150 € 500 € 1 000 €

Défaut constaté	Par unité constatée par la Régie de gestion	Montant HT
Non respect des degrés de température de l'eau de bassins écart 2°C au moins pendant 24h ou plus article 6.1 du CCTP	Par jour	500 €
Absence des analyses obligatoires	Par jour	500 €
Non conformité de la qualité d'eau de bassins	Par analyse	100 €
Non conformité des analyses entraînant la fermeture des locaux	Par ½ journée	1 000 €
<u>Eau chaude sanitaire :</u> Ecart 5°C au moins pendant plus de 3h Interruption partielle > 24h en dehors des 6 jours de tolérance pour travaux	Par jour Par jour	400 € 1 000 €
Non respect du délai d'intervention	Par constat	300 €
Non exécution d'une prestation d'entretien	Par constat	150 €
Non réponse à un signalement d'anomalies	Par constat	200 €
Interruption de comptage	Par mois	300 €
Arrêt partiel ou total de l'exploitation imputable au prestataire en dehors d'un cas de force majeure	Par ½ journée	1 200 €
Mise en régie	Par jour	1/300 du montant du P2
Fermeture suite à un contrôle de l'Agence Régionale de Santé	Par jour	Pertes d'exploitation *

*calculées sur la base de la fréquentation moyenne constatée sur des périodes similaires.
Les pénalités sont assujetties aux révisions de prix.

10.2 - LA MISE EN REGIE - SANCTION COERCITIVE

Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché, la Personne publique peut le mettre en demeure d'y satisfaire dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, l'exploitant ne peut assurer une fourniture normale et conforme aux dispositions contractuelles, une mise en régie à ses frais et risques peut être décidée.

Les excédents de dépenses qui résultent de la régie sont à la charge du Titulaire.

De même, la diminution des dépenses ne lui profite pas.

Ces excédents ou diminution de dépenses sont prélevées sur les sommes qui peuvent lui être dues, ou à défaut sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits qui peuvent être exercés contre lui en cas d'insuffisance.

Les pénalités visées à l'article 11.1 continuent de s'appliquer pendant la période où l'exploitation est assurée en régie.

Le Titulaire peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour remplir sa mission conformément aux dispositions du marché.

Après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification de la décision de mise en régie, la résiliation du marché peut être décidée aux torts du Titulaire.

10.3 - LA RESILIATION - SANCTION RESOLUTOIRE

10.3.1 - RESILIATION DU MARCHE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

La Personne publique peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute de l'exploitant, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant son achèvement, par une décision unilatérale de résiliation du marché.

Sauf dans les cas de résiliation visés aux articles 11.3.3 et 11.3.4, l'exploitant a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision ; cet éventuel préjudice devra être porté à la connaissance de la Personne publique dans un délai d'un mois suivant la date de résiliation.

La Personne publique fera connaître sa position dans un délai de trois mois suivant la date de réception de la réclamation éventuelle faite par le Titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire en raison de ses fautes.

10.3.2 - REGLEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION DES BIENS

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens du Titulaire, la résiliation est prononcée sauf si, dans le mois qui suit la décision de justice intervenue, l'administrateur judiciaire décide de poursuivre le marché.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la décision prise par l'administrateur judiciaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou de l'expiration du délai d'un mois prévu ci-avant.

Elle n'ouvre droit pour l'exploitant à aucune indemnité.

10.3.3 - RESILIATION SUR DEMANDE DE L'EXPLOITANT - CAS DE FORCE MAJEURE

Le marché peut être résilié sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnité en cas d'événement ne provenant pas de son fait et qui rendrait absolument impossible l'exécution du marché si le Titulaire le demande.

10.3.4 - RESILIATION AUX TORTS DE L'EXPLOITANT

En complément des dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS, le marché peut, selon les modalités ci-après exposées, être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques comme il est dit à l'article 11.2 (mise en régie) notamment dans les cas suivants :

- a) les déclarations produites en application de l'article 46 du Code des marchés publics ont été reconnues inexactes,
- b) lorsqu'il n'a pas rempli en temps utile les obligations relatives au cautionnement ou à l'assurance,
- c) lorsqu'il a contrevenu aux règles concernant la sous-traitance
- d) lorsqu'il a contrevenu à la législation du travail,
- e) lorsqu'il ne s'est pas acquitté de ses engagements dans les délais prévus,
- f) lorsqu'il s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations,
- g) en cas de détérioration, d'utilisation abusive ou de non restitution de matériels, équipements ou approvisionnements
- h) dans le cas où après une mise en demeure et l'application des pénalités contractuelles, il refuse de produire les documents notamment techniques et comptables permettant à la Personne publique d'exercer son pouvoir de contrôle sur l'exécution du marché,

- i) s'il refuse ou se révèle incapable de mettre en oeuvre, dans des conditions satisfaisantes les mesures d'économies prescrites par la Personne publique ou se refuse à appliquer au montant de son marché l'incidence financière de ces mesures,
- j) lorsque postérieurement à la conclusion du marché, l'exploitant a été exclu de toute participation aux marchés de la Personne publique,
- k) d'une façon générale, lorsqu'il a commis une faute grave dans l'exécution de ses prestations.

La décision de résiliation dans un des cas ci-dessus prévus, ne peut intervenir qu'après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai fixé par la Personne publique.

En outre, dans les cas prévus aux a, b, c d, e, f, g, h, i, j, k, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution fixé par la Personne publique doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

La décision de résiliation peut être prise par la Personne publique à la suite d'une mise en demeure adressée à l'exploitant et restée infructueuse.

10.3.5 - DATE D'EFFET DE LA RESILIATION

Sauf en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

10.3.6 - CALCUL DE L'INDEMNITE EVENTUELLE DE RESILIATION

Si en application de l'article 11.3.1, le Titulaire peut prétendre à indemnité, la Personne publique évalue le préjudice éventuellement subi par le Titulaire et fixe, s'il y a lieu, l'indemnité à lui attribuer.

ARTICLE 11 - DISPOSITION A PRENDRE EN FIN DE MARCHE

A l'expiration du marché, le Titulaire devra laisser les lieux et installations mis à sa disposition en parfait état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

Six mois avant l'échéance, le Titulaire devra contradictoirement avec la Personne publique procéder à l'inventaire général des biens et des installations. La liste des différents matériels est annexée au présent marché. Chacun aura la faculté de se faire assister d'un expert dont les honoraires seront à la charge du demandeur.

Il devra également le cas échéant laisser visiter les installations aux personnes qui seront présentées par la Personne publique, et notamment aux candidats à la future consultation pour la fourniture des fluides et la maintenance des installations techniques.

Après procès-verbal contradictoire de l'inventaire général des biens, ou en cas d'impossibilité de dresser ce constat contradictoire, après constat d'huissier diligenté par la Personne publique, le Titulaire aura l'obligation de remettre en état les biens et les équipements dont l'entretien serait resté à sa charge et dont l'état ne serait pas considéré comme normal.

A l'issue du marché, si les biens ne sont pas remis en état, les sommes nécessaires pour le faire seront prélevées sur le montant des acomptes retenus par la collectivité prévu à l'article 13.

Le procès verbal contradictoire de l'état des lieux sera établi en présence du Titulaire dûment convoqué, ce procès verbal sera établi par la collectivité et réputé contradictoire en cas d'absence du Titulaire.

La Personne publique aura la faculté de prendre, pendant les six derniers mois de l'exploitation, toutes mesures utiles pour assurer la continuité de celle-ci à l'expiration du marché, à condition de réduire au maximum la gêne qui en résultera pour le Titulaire.

ARTICLE 12 – RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, il n'est pas prévu de cautionnement ni de retenu de garantie dans le cadre du marché.

Toutefois, la dernière année du marché, la collectivité retiendra les deux forfaits trimestriels jusqu'à la visite contradictoire prévue à l'article 12 et parfaite exécution par le Titulaire des travaux de remise en état qu'elle ferait apparaître comme nécessaires.

ARTICLE 13 – AVANCE

Une avance pourra être demandée conformément à l'article 87 du code des marchés publics.

Son montant est en prix de base, égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (art 87 du CMP).

Il ne sera ni révisé ni actualisé.

Le mandatement de l'avance forfaitaire interviendra, sans formalité, dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, à condition que le Titulaire du marché ait produit une garantie à première demande à concurrence de 50 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence que lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra ou dépassera 65 % du montant du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque le pourcentage atteindra 80 %.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si pendant le marché, l'application des formules de révision entraîne une variation de plus ou moins 25%, sur le coût du prix de base, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque. Un avenant est alors rédigé.

Il en est de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation est changée, ou s'il cesse d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs ou réglementaires transforment les conditions techniques ou financières de l'exploitation

ARTICLE 15 : FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, tel que défini par la législation et reconnu par la jurisprudence.

De convention expresse entre les parties, est considéré comme cas de force majeure, tout fait ou événement imprévisible qui met le Titulaire ou ses sous traitants, dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de ses engagements, ou qui ne lui permet pas d'empêcher le dommage qui s'est produit, tel que fait de guerre, émeute, mouvement populaire, grève, coupure intempestive d'électricité, de gaz ou d'eau, contingentement des combustibles.

ARTICLE 16 – DISPOSITIONS DIVERSES

16.1 - CESSION D'ACTIVITES

Toute cession même partielle du marché, toute opération assimilée à une cession telle que notamment toute opération de fusion ou d'absorption de la société Titulaire du présent marché, devra être soumise à l'accord écrit et préalable de la personne publique, sous peine de déchéance.

Dans le cas où la cession a été régulièrement autorisée, le bénéficiaire se substituera au Titulaire et deviendra entièrement responsable vis-à-vis de la personne publique.

16.2 - ERREURS – OMISSIONS ET CONTESTATIONS - LITIGES

Il appartient au soumissionnaire de vérifier l'exactitude des renseignements fournis dans les présents documents, de demander les éléments permettant d'obvier à toute omission, et de faire part de ses remarques par écrit, lors de la remise des offres ; faute de quoi aucune réserve de sa part ne pourra être acceptée en cours d'exécution.

Toutes les contestations ou litiges qui pourraient s'élever sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent contrat seraient portées devant un arbitre unique si les parties s'entendent sur sa désignation.

Si les parties ne peuvent se mettre en accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune d'elles peut saisir un comité consultatif de règlement amiable.

En dernier recours, le Tribunal Administratif d'AMIENS pourrait être saisi, par la partie la plus diligente.

16.3 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les plus compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondance, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

16.4 – DEROGATIONS AU CCAG

Les articles 4 et 6 dérogent aux articles correspondant du CCAG.

Le Titulaire

La Personne publique
Monsieur Pierre BOULANGER
Président de la Régie de gestion d'Alméo